

---

## Clientélisme, corruption et mobilisation électorale dans l'Espagne contemporaine. Catalogne, 1900-1923

*Clientelismo, corrupción y movilización electoral en la España contemporánea.*

*Cataluña 1900-1923*

*Clientelism, Corruption and Electoral Mobilization in Contemporary Spain.*

*Catalonia 1900-1923*

**Gemma Rubí-Casals**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/siecles/2362>

DOI : [10.4000/siecles.2362](https://doi.org/10.4000/siecles.2362)

ISSN : 2275-2129

### Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

ISSN : 1266-6726

### Référence électronique

Gemma Rubí-Casals, « Clientélisme, corruption et mobilisation électorale dans l'Espagne contemporaine. Catalogne, 1900-1923 », *Siècles* [En ligne], 38 | 2013, mis en ligne le 14 octobre 2014, consulté le 13 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2362> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/siecles.2362>

---

Ce document a été généré automatiquement le 13 juin 2022.

Tous Droits Réservés

---

# Clientélisme, corruption et mobilisation électorale dans l'Espagne contemporaine. Catalogne, 1900-1923

*Clientelismo, corrupción y movilización electoral en la España contemporánea.*

*Cataluña 1900-1923*

*Clientelism, Corruption and Electoral Mobilization in Contemporary Spain.*

*Catalonia 1900-1923*

**Gemma Rubí-Casals**

---

- 1 Dans l'Espagne de l'époque de la Restauration (1875-1923), la vie politique est souvent considérée comme le patrimoine des notables et des caciques<sup>1</sup>. À cette époque, le système politique était un épiphénomène de la corruption et le « caciquisme » autorisait la patrimonialisation du pouvoir politique par des élites qui occupaient tour à tour le pouvoir, dénaturant ainsi les règles élémentaires de l'État de droit libéral démocratique<sup>2</sup>. Cet article entend analyser comment la réalité « caciquiste » de ce moment historique a été perturbée par l'apparition d'éléments embryonnaires de la démocratie de masse. Le cas étudié est plus particulièrement celui de la ville de Manresa, une cité de taille moyenne qui était, en 1897, avec ses 25 121 habitants, la quatrième agglomération catalane par son poids démographique et économique. Le moteur de son économie était l'industrie cotonnière et un commerce prospère qui s'étendait dans un large rayon à toute la Catalogne centrale. Une ville dynamique, économiquement compétitive et dotée d'une société civile riche, complexe et conflictuelle. Dans ce contexte, le caciquisme politique institutionnalisé par le régime de la Restauration pour garantir la continuité des élites au pouvoir fut capable de survivre malgré la pression exercée par les classes populaires et moyennes désireuses d'élargir la représentativité du système politique.

## Le « caciquisme », un phénomène complexe

- 2 L'expression « caciquisme » désigne en Espagne et dans le monde ibéro-américain un phénomène de clientélisme qui est caractéristique des relations sociales dans les sociétés méditerranéennes depuis l'Antiquité romaine et qui s'est perpétué par la suite. Il a été étudié par différentes disciplines des sciences humaines, en particulier par l'anthropologie et la sociologie qui ont cherché à comprendre les fondements de la stabilité sociale, notamment à travers les relations de patronage qui unissaient patrons et clients et qui assuraient la cohésion sociale<sup>2</sup>. C'est une vision de la société dans le fond très conservatrice que la conception libérale du pouvoir politique associe souvent au retard social, à la démobilisation politique des classes populaires et à l'analphabétisme. Ce point de vue donna lieu à un débat très vif dans l'historiographie espagnole des années 1960 et 1970 et, encore de nos jours, il n'y a pas de consensus pour savoir si les élites politiques de la Restauration furent moteur ou obstacle à la démocratisation<sup>3</sup>. La connaissance de la nature véritable du pouvoir politique durant la Restauration bourbonnienne a beaucoup progressé, au point qu'actuellement, personne ne doute de la place de cette période dans une évolution « normale » du libéralisme vers la démocratie. Toutefois, on reconnaît habituellement qu'en Espagne et au Portugal, cette transition fut plus longue que dans d'autres États libéraux européens. Une autre particularité vient du fait que le régime de la Restauration a institutionnalisé le clientélisme politique comme une forme de distribution des ressources publiques. Une vague de monographies publiées depuis la fin des années 1990 a permis de dépasser de vieux clichés<sup>4</sup>. Dans l'Espagne rurale et moins développée, les paysans n'étaient pas si dociles et soumis qu'on le croyait : ils avaient des exigences politiques propres au delà des effets neutralisateurs que pouvaient exercer les relations de patronage généralisées. L'existence d'un « féodalisme industriel », expression peu heureuse qu'utilisaient les contemporains pour désigner le paternalisme des patrons d'usines et des colonies industrielles en Catalogne, s'accompagnait de pressions pour orienter le vote des ouvriers dans la zone économiquement et socialement la plus avancée d'Espagne qu'était la Catalogne.
- 3 Un regard comparatiste avec les autres États européens permet de situer l'expérience de la Restauration espagnole dans le processus complexe et non linéaire d'apprentissage du suffrage et de l'extension des droits et des devoirs des citoyens dans les démocraties libérales européennes. Bien loin des visions stéréotypées et formalistes des perspectives juridiques ou de certains modèles macrosociologiques, ces études montrent les fortes tensions entre d'une part la pression sociale qui revendiquait l'ouverture du système politique, et d'autre part la résistance du cadre institutionnel étatique, souvent tenté par la recherche de mécanismes susceptibles de neutraliser les effets politiques de l'élargissement du suffrage. L'histoire comparée s'est d'abord intéressée à l'historiographie italienne et portugaise où les transformations continues du caciquisme pouvaient ressembler au cas espagnol, et où l'accent était mis sur la vie politique des zones rurales<sup>5</sup>. La sociologie fonctionnaliste nord-américaine a permis à l'historienne valencienne Teresa Carnero de comprendre la modernisation politique du système politique de la Restauration<sup>6</sup>. L'historiographie espagnole fut également influencée par les sciences politiques et l'historiographie française qui tentèrent d'analyser les relations clientélistes en général, appliquées à l'histoire des élections et du suffrage universel en France, au clientélisme politique et

social comme un système de pouvoir en Corse, ou bien au caciquisme dans les sociétés ibéro-américaines<sup>7</sup>. Les travaux de l'historiographie britannique ont permis de démythifier le prétendu isolement du caciquisme ibérique lorsqu'il fut prouvé que, dans une démocratie considérée comme exemplaire, la fraude électorale et les relations de patronage étaient monnaie courante dans la vie politique<sup>8</sup>.

- 4 Sous la Restauration, la politique se caractérisait par un manque systématique de compétition électorale, ce qui ne signifiait pas pour autant l'absence de toute lutte électorale<sup>9</sup>. Il ne s'agissait pas de gagner les élections, puisque le plus souvent, un pacte avait été conclu au préalable et qu'il ne restait plus qu'à ratifier la victoire du candidat gouvernemental. Mais pour cela, il fallait une certaine connivence entre les parties, basée sur des promesses réciproques d'avantages. Autrement dit, il fallait négocier avec les pouvoirs locaux. Chaque rendez-vous électoral demeurait une inconnue si l'on ne surveillait pas les élections et parfois même, leur déroulement concret. Naturellement, cette lutte électorale ne mobilisait pas les masses. La confrontation était plutôt de caractère oligarchique et seules les forces vives intervenaient sur le terrain de la négociation. Le gouvernement disposait de plusieurs mécanismes pour imposer sa volonté. Le plus courant était la suspension des corporations municipales qui ne lui étaient pas soumises. Une fois le maire désigné par décret royal, le pouvoir central avait la garantie que les opérations de rectification des listes du cens et du scrutin lui seraient favorables, car la Junte électorale locale était présidée par la première autorité municipale. Le plus souvent, des protestations s'élevaient auprès de la Junte du Cens mais cette dernière les refusait et déclinait toute responsabilité en alléguant que les manquements n'altéraient pas la validité de l'élection. Si des actes délictueux avaient été commis, le Tribunal criminel était alors saisi. La loi était ainsi utilisée comme une procédure purement formelle de ratification des résultats électoraux qui, dans la plupart des cas, étaient fixés à l'avance. Cela ne signifie pas que les électeurs les plus soumis ne votaient pas, mais tout simplement que leur vote n'était généralement pas suffisant et qu'il fallait recourir à la *tupinada* (bourrage d'urne), à la manipulation des listes électorales (en ajoutant des personnes défuntées ou qui avaient émigré en ville), aux intimidations, aux pressions, au chantage, à l'achat des voix, etc. Bien entendu, les candidats ministériels dénonçaient les irrégularités du processus électoral quand ils étaient en passe d'échouer. Mais en règle générale, ce sont les candidats qui avaient le moins de probabilité de gouverner, ceux que le régime marginalisait systématiquement de la vie politique officielle, qui protestaient et réclamaient justice.
- 5 La véritable lutte électorale n'avait pas lieu dans les urnes, mais juste avant, au moment où se négociaient les pactes. Les manifestes électoraux servaient à faire connaître les personnes et les associations qui soutenaient tel ou tel candidat. Ils reflétaient ainsi avant tout les positions de ceux dont il fallait tenir compte au moment de la négociation. Ce n'était en rien des textes servant à mobiliser l'électorat, mais des baromètres qui indiquaient les rapports de force et les prédispositions à accepter tel ou tel candidat. On comprendra ainsi que ces consultations ne furent pas le lieu d'apprentissage du vote, mais au contraire, une manifestation des stratégies de domination à l'œuvre. Il n'est donc ainsi pas étonnant que le détournement de la volonté populaire conduisît inexorablement à identifier le jeu de la représentation politique à une simple parodie élective. Dans l'ancien système politique, la vie politique officielle était perçue comme une pantomime. Par conséquent, la corruption systématique cristallisait une culture politique fondée sur l'éloignement et l'aversion de la *res publica* et des hommes politiques en général. Ceci entraîna l'apathie et le

désintérêt électoral, et fit de la démobilisation électorale la caractéristique prédominante de la majorité des circonscriptions. Toutefois, les élections n'étaient pas seulement des parodies : elles avaient pour double fonction de plébisciter l'action du gouvernement et de déterminer la place occupée par chacune des forces politiques en présence.

- 6 Dans ce système, la figure du cacique ou du notable jouait un rôle clé. Il était l'intermédiaire entre la société locale et l'administration et jouissait localement d'une grande autorité qui lui conférait un certain pouvoir de pression. Le taux élevé d'analphabétisme, en particulier dans la population rurale, favorisait les relations de patronage et de soumission. Au cours des négociations préalables au vote entre les caciques locaux et les représentants du pouvoir central, les gouverneurs civils décidaient de la nomination du candidat ministériel qui aurait la confiance du chef politique de l'État et qui pourrait également octroyer les faveurs concrètes que le cacique distribuerait auprès de sa clientèle. Dans cet objectif, on usait de lettres de recommandation de personnes influentes de la circonscription et on multipliait les réunions avec les maires pour s'assurer de la conformité des résultats du vote.
- 7 Avec un tel mode de fonctionnement, la véritable confrontation s'établissait à l'avance, avant même que les citoyens ne viennent aux urnes, s'ils y venaient. Quand un parti décidait d'abandonner la lutte, cela pouvait signifier deux choses : soit il s'était rendu compte de son infériorité dans le rapport de force, soit il avait négocié sa défaite auprès du vainqueur virtuel afin de s'assurer un triomphe dans l'avenir. Chaque conjoncture électorale constituait toutefois un moment particulier, non dénué d'incertitudes, dans lequel rien n'était garanti, y compris pour les candidats dynastiques.
- 8 Pour les forces politiques qui se situaient aux antipodes du système, comme les républicains historiques ou les carlistes, il y avait toujours l'espoir, si ténu fût-il, de profiter des miettes que ce système réservait aux minorités dans l'opposition, à savoir une certaine présence institutionnelle qui, réduite, ne correspondait jamais à leur force sociale réelle. Toutefois, par les brèches du système, les classes populaires se voyaient parfois reconnaître un représentant qu'elles considéraient comme propre ou pour le moins, comme proche. Néanmoins, les intégristes, les régionalistes ou catalanistes et une bonne partie des républicains préféraient se retirer du jeu.
- 9 Le mécanisme de l'alternance politique pacifique au pouvoir pendant cette période ne se perfectionna vraiment que dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, une fois que fut réintroduit le suffrage universel masculin en 1890 et que les oppositions eurent fait leur apprentissage du système en oscillant entre participation et abstention. En dépit de l'opposition de ceux qui luttaient pour la transparence du suffrage, et finalement pour la cause de la démocratie, les alliances contre-nature se succédaient, souvent qualifiées de scandaleuses, mais consciemment promues par le système parce qu'elles permettaient de manipuler les forces politiques en lice et qu'elles pouvaient également interférer dans le jeu des relations mutuelles. La réintroduction du suffrage universel ne se traduisit pas par l'ouverture de la compétition électorale entre les partis, car on continua d'ignorer l'opinion de l'électorat. Les majorités restaient l'œuvre du ministère de l'Intérieur, mais la tâche était de plus en plus délicate à mener. Au temps du suffrage restreint comme du suffrage universel, toutes les élections n'étaient pas frauduleuses, ni entièrement « propres ». L'élargissement du vote aux hommes de plus de 25 ans impliqua davantage de travail administratif de la part des organes qui décidaient de la validité ou de la nullité des élections. Ces mécanismes étaient au service de tous les

compétiteurs et entretenaient l'espoir naturel que la présentation de preuves et la recherche des influences nécessaires pour convaincre les membres du tribunal suffiraient à favoriser un résultat électoral.

## La rupture du *turno* dynastique, la consolidation des partis d'enracinement populaire et la mobilisation politico-électorale

- 10 Le panorama changea profondément au tournant du siècle. Les années 1890 furent en effet très agitées en Catalogne. À Manresa, à la grève du début de la décennie succéda celle de 1897 qui paralysa la moitié de la ville durant quelques mois, et enfin celle de 1900 qui cumula la répétition incessante de grèves sectorielles (construction, textile et métallurgie), le *Tancament de Caixes*<sup>10</sup> et la perte des marchés d'outre-mer en 1898. La situation aidant, l'opinion pencha en faveur d'un député de consensus qui représenterait la pluralité des intérêts et qui serait le porte-parole de la majorité des citoyens. Les conflits sociaux, la révolte des contribuables, les manifestations protectionnistes, la mobilisation carliste-catholique et les divisions éternelles du camp libéral furent des facteurs convergeant pour transformer la situation politique locale. Le premier symptôme de ce tournant fut le changement opéré dans la représentation de la circonscription de Manresa aux *Cortes*<sup>11</sup>. La mécanique de l'alternance dynastique entre conservateurs et libéraux (le *turno dinástico*) entra en crise pour la première fois en 1899. Les partis non dynastiques s'opposèrent alors à la décision du gouverneur civil de destituer le conseil municipal en place et les partis dynastiques entamèrent une marginalisation relative au bénéfice de nouvelles forces politiques (régionalistes, républicains ou carlistes). Profitant des brèches ouvertes par le suffrage universel, de nouveaux cadres d'action politique s'imposèrent, qui dessinaient l'horizon d'une participation active dans le système politique, dans l'espoir de le démocratiser.
- 11 Durant les années 1890, toutes sortes d'alliances s'étaient tissées afin d'instrumentaliser les oppositions républicaines et carlistes au profit des intérêts du *turno* dynastique. Les principaux fabricants de textiles se servaient des libéraux et de la minorité républicaine, déçue par la gestion des conservateurs, pour trouver une solution définitive à la grève de 1897 qui avait débuté dans leurs établissements. Ce sont ces mêmes secteurs qui en 1897, aux élections municipales, provoquèrent le changement de maire en faveur d'un candidat libéral apparenté au fabricant Manuel Bertrand.
- 12 La légitimité des nouvelles forces politiques émergentes qui venaient de l'opposition systématique au régime dut se fonder sur des principes différents de ceux du système traditionnel. Ces partis devaient offrir quelque chose de plus que les simples profits dérivés du clientélisme personnel et persuader l'électorat de poursuivre des objectifs d'ordre plus général. Il n'en demeure pas moins que ces forces se développaient à l'intérieur du système qu'elles critiquaient pour différentes raisons. Ce fait les conditionnait profondément puisqu'elles tentaient de profiter des règles du jeu pour favoriser et renforcer leur poids électoral. C'est ainsi que la presque totalité des partis du spectre politique recourut d'une manière ou d'une autre aux mécanismes d'appui au gouvernement, absolument nécessaires, par exemple pour influencer sur la nomination du

maire nommé par décret, ou bien pour exercer une pression sur l'administration qui offrirait davantage d'influence politique.

- 13 C'est uniquement quand la politique connaît un élargissement du suffrage et quand celui-ci commence à être considéré comme un droit démocratique et non plus comme une fonction réservée aux citoyens économiquement et intellectuellement les mieux dotés, que la politique cesse d'être conçue comme un phénomène oligarchique ou comme l'affaire de minorités éclairées et clairvoyantes. La socialisation démocratique débute avec l'instauration du suffrage universel, qui est toutefois une condition nécessaire mais non suffisante à l'épanouissement de ce processus<sup>12</sup>. Le passage d'une conception où la politique est une activité d'échange de biens privés et divisibles (faveurs, travaux ponctuels tels que routes, ponts ou chemins de fer...) à une conception où elle est une activité d'échange de biens collectifs et indivisibles (idéologies, symboles...) s'accompagne d'une dépersonnification de la politique qui cesse d'être le patrimoine des notables. La lutte politique s'idéologise alors et s'établit entre des courants politiques qui ont pour principal motif d'existence la lutte pour dominer le marché électoral et pour influencer sur la distribution du pouvoir politique.
- 14 Ces changements introduisirent des formes d'action politique nouvelles propres à la vie politique démocratique. Lors des premières élections au suffrage universel en 1891, les républicains utilisèrent les mécanismes destinés à attirer des votes comme les réunions électorales ou la propagande. À Manresa, l'avocat républicain Maurici Fius écrivit une chronique sur l'effervescence électorale que ces élections provoquèrent dans la ville :
- « De toute part, des réunions, des conférences et des intrigues. Les républicains nous submergent de propagande, et comptent sur elle pour assurer le triomphe complet de D. Emilio Junoy. Les autres se fient à la pression, à la menace ou au chantage. Alors que d'un côté, on organise des réunions publiques, de l'autre on convoque des réunions secrètes, des rendez-vous où les caciques rencontrent les maires dans l'espoir d'obtenir par la peur la candidature officielle<sup>13</sup>. »
- 15 En dépit de l'élargissement du suffrage, le gouvernement ne permit pas la tenue d'élections complètement libres dans les circonscriptions où il pensait l'emporter, telle celle de Manresa. Les républicains eurent l'illusion de pouvoir gagner grâce à un suffrage non manipulé des ouvriers et des classes populaires, ce qui s'avéra chimérique. Le jour de la proclamation des résultats électoraux où le candidat ministériel fut déclaré vainqueur, de nombreux citoyens réclamèrent l'application de la loi en dénonçant une fraude électorale. En effet, des bulletins blancs, gardés de côté, avaient été remplis en faveur du candidat conservateur. Une fois la leçon apprise, les républicains possibilistes s'engagèrent aux côtés du parti gouvernemental de Sagasta, chef des libéraux-fusionnistes, et obtinrent aux élections suivantes de 1893 le siège de député si convoité. Commence alors une période d'hégémonie des libéraux-possibilistes qui remportèrent également le conseil municipal jusqu'en 1895 grâce à une alliance scellée avec les conservateurs. Ils participaient ainsi pleinement à la politique caciquiste alors que les autres républicains, fédéraux ou progressistes, continuaient à compter sur le porte-à-porte et sur les moyens honnêtes et légaux de convaincre l'électorat.
- 16 La vérité du suffrage ne l'emporta donc pas tant que toutes les forces politiques opposées au système ancien n'utilisèrent pas systématiquement les moyens normaux de la compétition électorale, c'est-à-dire les campagnes de presse, les *meetings*, les réunions électorales, le porte-à-porte ou le combat contre l'abstentionnisme.

- 17 Ces nouveaux moyens ne furent pas l'apanage des républicains mais furent aussi utilisés par les catholiques régionalistes, les intégristes et les carlistes. À la différence des élections provinciales qui n'éveillaient pas l'intérêt de l'électorat, les autres types de consultations, notamment les municipales, étaient très serrés. Les catalanistes de la Lliga Regionalista – le parti catalaniste conservateur qui avait brisé le *turno* à Barcelone en 1901 – inaugurèrent également une nouvelle manière de faire de la politique. Dans les pages de *El Pla de Bages*, affilié à ce courant, on condamnait les pratiques caciquistes qui dénaturaient le suffrage et on tentait de mobiliser l'électorat par tous les moyens contre l'abstentionnisme. De même, on affichait des programmes électoraux comportant des points concrets et détaillés et l'on prenait soin de présenter le bilan de la gestion de maires ou de députés catalanistes. Ceci contrastait avec les déclarations de vagues principes (patriotisme, catalanisme et catholicisme) des campagnes électorales antérieures.
- 18 L'important demeurait bien la lutte pour le contrôle du marché électoral qui ouvrait l'accès au pouvoir politique. La création de ce marché électoral et son élargissement étaient toutefois en partie compromis par l'abstentionnisme ouvrier. Pour les catalanistes, le thème mobilisateur était la défense de l'autogouvernement et pour les républicains, l'égalité et la justice sociale. Les libéraux ne disposaient en revanche d'aucun élément de rassemblement sinon d'un ensemble d'idées générales sur la démocratie et le libéralisme, partagées également par les républicains. L'échec des libéraux conduits par le comte de Romanones provient de leur incapacité à mobiliser l'électorat et à être crédible dans la défense d'un idéal autonomiste qu'ils s'étaient approprié mais qui apparaissait comme le patrimoine des régionalistes ou catalanistes.
- 19 À la fin de la période, en 1923, au milieu d'une crise politique majeure, le mouvement catalaniste restait la seule force politique disposant d'une stratégie électorale solide, ce qui lui permit, dans le cas de la circonscription de Manresa, de préserver son hégémonie politique. Les républicains n'étaient plus des rivaux importants car ils furent abandonnés par les ouvriers qui s'estimaient trompés et optèrent pour l'abstention, répondant ainsi aux consignes anarchistes de la CNT, nouvel acteur politico-social, apparu en 1911<sup>14</sup>. Les temps avaient changé et l'appui de ses amis politiques n'était plus suffisant pour gagner des élections. De toute évidence on ne pouvait plus négliger un électorat de plus en plus indépendant et disposé à participer au jeu politique pour en obtenir des bénéfices symboliques.
- 20 Cette évolution n'a cependant pas fait disparaître totalement les relations clientélistes dans l'échange politique. Chez les catalanistes de droite et les républicains, les élections très serrées de 1916 mirent en relief l'usage systématique de ce type de pratique clientéliste. Le candidat conservateur Lluís Vila se vit obligé d'y recourir pour attirer les votes provenant des intérêts organisés de la circonscription de Manresa. Ainsi, le centre républicain de Sant Vicenc de Castellet offrit des suffrages en échange de la libération d'un prisonnier. Le Centre libéral romanoniste de Sallent fut disposé à vendre entre 70 et 80 suffrages au républicain Maurici Fius pour 250 pèsètes. Autrement dit, il s'agissait de la mise en place d'un marché où s'échangeaient des avantages concrets. Parfois, la destination du vote variait en fonction de la valorisation que l'on faisait de la gestion du député sortant. Par exemple, à l'Estany on se mit d'accord pour favoriser à égalité les deux candidats parce que les électeurs étaient satisfaits de leurs gestions respectives<sup>15</sup>.

- 21 Au début des années 1920 apparaissait une contradiction entre des projets politiques globaux animés d'une vision idéologique cohérente et un contexte constitutionnel organisé pour canaliser les luttes partisans entre des groupes de pouvoir consolidés grâce à l'amitié et au favoritisme. Ceci constitua une des limites, un frein à la modernisation politique espagnole comprise en termes de socialisation démocratique. Cette période favorisa un modèle hybride qui combinait des éléments de l'ancienne et de la nouvelle vie politique.

## Plus de corruption politique, moins de fraude électorale

- 22 Les élections législatives de 1881 furent tellement entachées d'irrégularités que la presse critique recommanda que le député soit nommé directement par décret royal plutôt que par ce qui s'apparentait à une farce électorale. Les fraudes se commettaient principalement dans les petits villages de la circonscription où les fraudes étaient plus aisées à organiser. Ce n'était pas le cas dans la ville de Manresa, ce qui ne signifie pas qu'elles y étaient absentes. Ainsi, au cours des comices locaux de mars 1877, des noms qui n'étaient pas inscrits sur les listes électorales apparurent sur la liste des votants : il s'agissait probablement d'électeurs défunts. Les exemples sont infinis et, par ailleurs, le gouvernement local soutenait d'autres pratiques comme la poursuite judiciaire à l'encontre des conseillers d'opposition, ou bien leur suspension pour motif d'incapacité ou d'inéligibilité<sup>16</sup>. Aux élections générales de 1905, on dénonça des falsifications de documents publics car, dans les deux sections de la circonscription, les actes de scrutin avaient été livrés bien après le terme légal. Ces faits émurent fortement l'opinion publique et la sensibilisèrent à la nécessité d'un respect plus grand de la légalité. Des faits aussi scandaleux ne se produisent plus après cette date. Dans ce sens, nous convenons avec José Varela que la fraude électorale recula dans la mesure où l'opinion publique affirma son indépendance et son rejet à l'égard de ce type de pratiques<sup>17</sup>. Comme l'explique Alain Garrigou, les irrégularités électorales peuvent être classées en trois catégories : la pression, la corruption et la fraude<sup>18</sup>. La première est marquée par l'usage de menaces qu'il faudrait différencier selon qu'elles proviennent d'autorités administratives, de patrons, de propriétaires ou de membres du clergé. La deuxième concerne les achats de vote contre de l'argent, les cadeaux, les banquets ou les promesses. Enfin, la troisième regroupe les manœuvres diverses de manipulations illégales du processus électoral, des listes électorales, ou du décompte des résultats. Cette typologie peut être appliquée au cas catalan. Il est difficile d'attester des pressions exercées sur les électeurs, bien que la presse de l'époque fasse souvent référence à ce qu'on appelle le caciquisme industriel. Nous ne pouvons pas pour autant confondre la corruption avec la simple influence ou persuasion qui ne sont que des formes d'exercice d'un pouvoir de domination. Par exemple, *Bages-Ciutat*, journal des républicains nationalistes, dénonçait la façon dont se déroulaient les élections municipales de décembre 1909 :

« Sans aucun scrupule, les patrons d'atelier et d'usine continuent de se prévaloir de leur autorité pour obliger leurs travailleurs, hommes et femmes, à ce que les premiers votent et que les secondes fassent voter leurs maris, leurs parents et leurs frères pour la candidature que leur désigne un majordome ou un employé le samedi, au moment où ils débauchent<sup>19</sup>. »

- 23 De la même manière, la corruption centrée sur l'achat de votes n'est pas facile à déceler, à moins de constituer une enquête pour délit grave déposée auprès des autorités judiciaires, comme ce fut le cas pour les élections de 1916. Dans les déclarations qui comportent des motifs de poursuite judiciaire ouverte contre le candidat régionaliste Josep Claret pour présomption d'achat de vote, des preuves furent jointes au dossier. Dans une taverne de Manresa, les voix furent achetées à 7 pèsètes chacune. À l'usine Forcada de la municipalité de Navás, le maître donna 3 pèsètes et une cigarette aux travailleurs qui voteraient pour Claret. La même personne fit le tour des maisons du voisinage pour dire que si l'on ne votait pas pour Claret, il couperait l'alimentation en eau, des faits que le patron, Josep Forcada, nia devant le juge. Voter pour la candidature qui profitait au maître était une forme supplémentaire de soumission à l'autorité paternaliste.
- 24 Avec le temps, au fur et à mesure que les partis opposés aux pratiques frauduleuses gagnaient du terrain, celles-ci disparurent progressivement. Simultanément, le contrôle des votes par le clientélisme fut de plus en plus difficile à organiser, non seulement parce que les suffrages étaient numériquement bien supérieurs à ceux de l'époque censitaire, mais aussi parce que la société civile s'organisait et acquérait une plus grande autonomie. Dans tous les cas, à mesure que s'organisaient les intérêts des différents collectifs sociaux, le caciquisme devait pour survivre chercher de nouvelles pratiques non plus fondées sur la falsification des résultats, mais sur l'échange et, le cas échéant, sur l'achat des votes et des volontés tant des citoyens que des associations. Par conséquent, la corruption, qui est une forme supplémentaire de fraude, tendit à augmenter au détriment des pratiques plus grossières de falsification électorale.

## Conclusion : un nouveau type de clientélisme

- 25 Au cours de la Restauration, la composante clientéliste subsista mais changea de nature. Un nouveau type de clientélisme émergea, lequel devait non seulement satisfaire les tenants du pouvoir social, comme les propriétaires ruraux, les fabricants ou les ecclésiastiques, mais aussi coordonner les intérêts de la classe ouvrière, des petits industriels, des boutiquiers, des paysans, des employés de commerce et de l'industrie, des fonctionnaires ou des cols blancs. En effet, l'élargissement du suffrage universel révéla les demandes de ces secteurs. Si le caciquisme voulait survivre, il devait tenir compte de ces exigences et les convertir en un produit d'échange clientéliste. La logique de stabilité du clientélisme des sociétés paysannes traditionnelles était subvertie mais elle acquérait désormais une valeur marchande, sujette à la volatilité de l'échange et du marché. Les règles du système politique demeurèrent inaltérables et continuèrent à régir une société qui changeait, parce que plus organisée, plus complexe, c'est-à-dire plus émancipée d'un point de vue politique.
- 26 Le nouveau clientélisme accompagnait un processus timide de démocratisation qui ouvrait lentement la voie à l'intégration des classes moyennes et des secteurs populaires dans une politique de masse encore très embryonnaire. L'intégration ne put cependant réussir, pour de multiples raisons : la faible participation que nous observons à la fin de l'époque étudiée, le scepticisme de l'opinion publique, le fonctionnement oligarchique des partis politiques locaux, le contexte général d'aggravation de la crise sociale et politique, et en 1923 la dictature de Primo de Rivera qui marque la mort du système libéral. Le caractère inachevé du processus de

politisation démocratique ne doit toutefois pas faire oublier les grandes avancées qui se sont produites lors de cette étape de transition, qui ont permis l'irruption des grands partis de la Seconde République, leurs succès électoraux et la politisation des années 1930.

---

## NOTES

1. Je remercie Michel Leiberich, Stéphane Michonneau, Borja de Riquer et Nadia Bouzekri pour leur remarques et appréciations.
2. Javier Moreno Luzón, « Teoría del clientelismo y estudio de la política caciquil », *Revista de Estudios Políticos*, n° 89, 1995, p. 191-224. Javier Moreno Luzón, « Political Clientelism, Elites, and Caciquismo in Restoration Spain (1875-1923) », *European History Quarterly*, vol. 37 (3), 2007, p. 417-441.
3. José Várela Ortega, *El poder de la influencia : geografía del caciquismo en España (1875-1923)*, Madrid, Martial Pons, 2001.
4. Miguel Angel Cabrera, « Developments in Contemporary Spanish Historiography : From Social History to the New Cultural History », *The Journal of Modern History*, 77, déc. 2005, p. 988-1023. J. Moreno Luzón, « Political clientelism [...] ».
5. Luigi Graziano, *Clientelismo e sistema politico. Il caso dell'Italia*, Milan, Franco Angeli, 1984. Nuno Gonzalo Monteiro, *Elites e poder. Entre o Antigo Regime e o Liberalismo*, Lisbonne (2<sup>e</sup> éd.), Imprensa de Ciências Sociais, 2007.
6. Teresa Carnero, *Modernización, desarrollo político y cambio social*, Madrid, Alianza editorial, 1992.
7. Alain Garrigou, *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992. Frédérick Sawicki (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998. Yves Deloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 1997. Francois-Xavier Guerra, Annick Lempérière, *Los espacios públicos en Iberoamérica. Ambigüedades y problemas. Siglos XVIII y XIX*, Mexico, FCE, 1998.
8. John M. Bourne, *Patronage and society in Nineteenth-Century England*, Londres-Baltimore, E. Arnold, 1986.
9. G. Rubí, « Escaños, votos e irregularidades. Los caprichos de la política en la Cataluña de la Restauración (1875-1923) », *Hispania Nova. Revista de historia contemporánea*, 2007 ; [hispanianova.rediris.es/7/articulos/7a004.pdf](http://hispanianova.rediris.es/7/articulos/7a004.pdf) ; G. Rubí et Josep Armengol, *Vots, electors i corrupció. Una anàlisi de l'apatia política a la Catalunya de la Restauració*, Barcelone, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 2012.
10. Le *Tancament de Caixes* fut un mouvement catalan né en 1899 de contestation de la politique gouvernementale d'augmentation des impôts (ministère Fernández Villaverde).
11. G. Rubí, *Entre el vot i la recomanació. Partits, mobilització electoral i canvi polític. Manresa, 1899-1923*, Manresa, Angle, 1995 ; *Els catalans i la política en temps del caciquisme*, Vic, Eumo editorial, Angle, 2006 ; « Coaliciones de turno. Corrupción electoral y política competitiva en la Cataluña de la Restauración (1900-1923) », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 43 (1), 2013, p. 273-293.
12. Guy Hermet, *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986.
13. *La Publicidad*, 30 janvier 1891.
14. Angel Smith, « The Catalan Counter-revolutionary Coalition and the Primo de Rivera Coup, 1917-1923 », *European History Quarterly*, vol. 37 (1), 2007, p. 7-34. G. Rubí, « El ocaseo del sistema

canovista y la crisis de los partidos políticos en Cataluña (1917-1923) », *Trienio. Ilustración y Liberalismo*, n° 49, mai 2007, p. 161-192.

15. Lettre du « Centre Instructiu de Balsareny » à Lluís Vila (29 mars 1916) (Archives historiques de la Contrée du Bages).

16. L'exemple de la ville industrielle de Sabadell dans Manuel Marin, *Clientélisme et domination politique en Espagne. Catalogne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006.

17. José Varela Ortega , « De los orígenes de la democracia en España, 1845-1923 » dans Salvador Forner Muñoz, *Democracia, elecciones y modernización en Europa : siglos XIX y XX*, Madrid, Cátedra, 1997, p. 129-202.

18. A. Garrigou, *Le vote et la vertu [...]*, p. 131.

19. *Bages-Ciutat*, 13 décembre 1909.

## RÉSUMÉS

Cet article analyse les transformations qui ont affecté les relations de clientèles en Catalogne durant la Restauration des Bourbons (1875-1923), relations de clientèle à l'œuvre au travers de la corruption et d'un haut niveau de fraude organisé par le gouvernement. Le caciquisme survécut à ces changements malgré la fin du pacte entre les partis dynastiques et l'émergence d'une mobilisation de l'opinion publique liée à l'apparition de la politique des masses. La démonstration s'appuie avant tout sur le cas de la ville de Manresa, l'un des centres industriels les plus importants du territoire de l'industrie cotonnière catalane.

El artículo analiza las transformaciones que experimentaron las relaciones clientelares, basadas en un alto grado de fraude gubernamental y en la existencia de corrupción electoral en los distritos durante la Restauración borbónica (1875-1923) en Cataluña. En segundo lugar, pretende demostrar que el caciquismo pervivió a pesar de la destrucción del pacto entre los partidos dinásticos, y que además convivió con la movilización de la opinión pública en el contexto de la aparición de la política de masas. Estos objetivos se alcanzan gracias a un estudio de caso que se ha analizado en profundidad, el de la ciudad de Manresa, uno de los centros industriales más importantes del clúster del algodón catalán.

The article analyzes the transformations that sustained patronage relationships based on a high degree of governmental fraud and the existence of corruption in the electoral districts during the Bourbon Restoration (1875-1923) in Catalonia. Second, to demonstrate that the *caciquismo* phenomena survived despite the destruction of the traditional transaction between the dynastic parties, and also lived with the mobilization of public opinion in the context of the emergence of mass politics. These objectives are achieved through a case study has been analyzed in depth, the city of Manresa, one of the most important industrial centers in catalan cluster cotton.

## INDEX

**Index géographique** : Espagne, Catalogne

**Mots-clés** : corruption, démocratie, caciquisme

**Keywords** : Corruption, Democracy, Caciquismo, Spain (Catalonien), Bourbon Restoration

**Palabras claves** : Corrupción, Democracia, Caciquismo, España (Cataluña), Restauración borbónica

**Index chronologique** : Restauration des Bourbons

## AUTEUR

**GEMMA RUBÍ-CASALS**

Maître de conférences

Universitat Autònoma de Barcelona